

ement»

Il y aura, en tout cas, des mesures immédiates à prendre pour les zones faibles.

L'ancien premier ministre a également suggéré un « infléchissement de notre modèle de développement ». « Notre système de croissance, a-t-il précisé, oblige l'année en année à faire des efforts de productivité de plus en plus grands et, par conséquent, de plus en plus pénibles. Il en résulte une tension générale et une sorte de croissance énervee qui est nuisible à leurs cousins germaines de l'inflation et qui tend au malaise social. Il faut prendre le virage, il faut certainement faire la part de la grande aux équilibres humains. (...) Evidemment, avec une telle manière de compter le progrès d'élément humain, peut-être la croissance sera-t-elle moins forte, mais en manière de vivre sera sûrement mieux. La réflexion devra être approfondie, mais elle sera naturellement l'attribut du commissaire général au Plan. Mais je pense qu'en ce qui concerne la réflexion sur la prospérité, sur l'avenir de la société française cette réflexion doit s'opérer aussi à l'échelon du président de la République et, dans le cadre de mon élection, je prendrai quelques conseillers — économiques, sociaux et autres — qui seront entièrement dégagés des tâches quotidiennes, de manière à consacrer d'une véritable cellule de réflexion et afin de pouvoir, moi-même, participer à ces réflexions en bénéficiaire. »

M. Chaban-Delmas, qui a souligné que ce n'était pas parce qu'il avait cessé d'être premier ministre qu'il avait perdu la confiance de Georges Pompidou, a rappelé d'autre part ses « opinions essentielles » de politique étrangère, « fondées sur l'idée de maintenir la politique mise en application par le général de Gaulle et maintenue par Georges Pompidou ».

« Il y aura certainement, a-t-il déclaré, une grande continuité dans la France est considérée par moi comme un facteur essentiel. De la même manière, je pense que l'Europe ne peut pas être autre que indépendante. Certes, l'Europe ne tient pas à se faire contre les Etats-Unis, mais elle se fait en face des Etats-Unis de manière distincte. L'Europe sera pas sous la coupe américaine, tout au moins en ce qui concerne mon gouvernement sera très ferme dans

Chaban-Delmas a écarté l'idée de consultations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Europe.

M. Mitterrand : je choisirai le premier ministre parmi les députés socialistes

François Mitterrand, qui était mardi 16 avril l'invité de R.T.L., a annoncé la décision de M. Servan-Schreiber de ne pas être candidat à l'attendre que MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand aient développé leur programme pour faire son choix entre eux. Il a notamment répondu au président du parti radical, qui croit constater que le candidat de la gauche fait des efforts « pour se dégager du programme commun ». Le député de la Nièvre a indiqué : « Si d'abord je déclare que le rôle du candidat à la présidence de la République, et éventuellement du président de la République, n'est pas de proposer aux Français un programme de gouvernement, je dis une évidence. Cela, c'est le rôle du gouvernement, qui sera en débatte avec le Parlement. Par contre, dans le programme commun, il y a des choix fondamentaux, des réformes de structure, des engagements. Ceux-là, je les fais moi-même, et ma campagne se déroulera autour des choix fondamentaux du programme commun. Je suis totalement libre de mes décisions. Moi

LE « DUEL » CHABAN-MITTERRAND SERA TÉLÉVISÉ... SUR TÉLÉ-MONTE-CARLO

Un accord de coproduction a été conclu entre Europe 1 et Radio Monte-Carlo pour la retransmission simultanée, en direct, des grands débats politiques organisés pour l'élection présidentielle. Cet accord prend effet ce mercredi 17 avril, à 19 h., avec le « duel » Jacques Chaban-Delmas-François Mitterrand.

En outre, la station Télé-Monte-Carlo — qui appartient, comme Europe 1, au groupe Images et Son — enregistrera le débat qui sera diffusé en couleur, par le poste de télévision monégasque (reçu sur une partie de la Côte-d'Azur), le jeudi 18, entre 20 h. et 21 h.

Il en sera de même pour la confrontation Giscard d'Estaing-Mitterrand du jeudi 25 avril, que Télé-Monte-Carlo retransmettra le vendredi 26 sur le petit écran.

Le député de la Nièvre a évoqué ensuite l'éventuelle constitution d'un gouvernement de gauche en déclarant : « Eh bien, si je suis élu président de la République, je ferai d'abord ce qui dépendra de moi, et ce qui dépendra de moi, de par la Constitution, ce sera de nommer un premier ministre. Ce premier ministre, comme c'est parfaitement normal, je le choisirai parmi les députés socialistes, membres de mon groupe parlementaire. J'ai besoin d'un homme en qui j'ai une confiance amicale et la certitude d'une compétence, en même temps que l'exacte, comme l'on dit dans un langage vulgaire, « longueur d'onde ». Ensuite sera constitué le gouvernement. Ce gouvernement sera, selon l'expression de M. Pompidou, à l'image de la majorité présidentielle. Donc, tous ceux, tous groupements politiques ou mouvements qui participeront à cette majorité présidentielle pourront aussi compter sur leur présence au gouvernement. Quand ce gouvernement

je pense que cela est correct, convenable et honnête à l'égard de l'opinion publique. (...) »

« Je suis fidèle au programme commun, mais, si je regarde la plateforme qu'il m'offre, j'essaie de dessiner un projet plus vaste que donne aux Français le sentiment que leurs conditions de vie seront meilleures, puisque tel est l'objectif, le premier d'un socialiste, car je le reste. »

En ce qui concerne les questions économiques, le candidat commun de la gauche a noté : « Je trouve tout à fait stupéfiant que les gouvernements, qui se sont succédés, surtout depuis 1969, je veux dire le gouvernement de M. Chaban-Delmas et le gouvernement de M. Messmer, qui ont tous les deux eu comme ministre des finances M. Giscard d'Estaing, aient enregistré les dépréciations du franc en se contentant d'entretenir ce que je pourrais appeler comme un terme médical le « valium » [tranquillisant] des industriels. Bref, on peut vendre ces produits à l'étranger parce qu'on dévalue le franc. (...) »

« Disons que nous voulons nous installer sur les rives d'une petite rivière qui s'appelle la Marna, occuper le terrain et essayer de reconquérir celui qui a été perdu en allant vers des parités fixes, en cherchant à récupérer le « serpent » communautaire, à organiser la défense du franc. (...) »

A propos des commerçants et des artisans, M. François Mitterrand a, une nouvelle fois, indiqué : « Je pense que beaucoup de commerçants et représentants de petites entreprises commencent à comprendre que leur véritable ennemi, c'est-à-dire celui qui les mange, qui les dévore, c'est le grand capital. Jusqu'alors, on ne peut pas dire qu'en France le commerce, l'artisanat et la petite entreprise aient été victimes des socialistes, pour la raison que les socialistes ont bien rarement gouverné (...) »

« Comment pourrions-nous être contre le profit dans une économie de marchés où la France se trouve, par sa nature même, par son appartenance au Marché commun et par l'aire d'influence ou la zone d'influence américaine ? Comment est-ce concevable ? »

Le député de la Nièvre a évoqué ensuite l'éventuelle constitution d'un

Le député de la Nièvre a évoqué ensuite l'éventuelle constitution d'un gouvernement de gauche en déclarant : « Eh bien, si je suis élu président de la République, je ferai d'abord ce qui dépendra de moi, et ce qui dépendra de moi, de par la Constitution, ce sera de nommer un premier ministre. Ce premier ministre, comme c'est parfaitement normal, je le choisirai parmi les députés socialistes, membres de mon groupe parlementaire. J'ai besoin d'un homme en qui j'ai une confiance amicale et la certitude d'une compétence, en même temps que l'exacte, comme l'on dit dans un langage vulgaire, « longueur d'onde ». Ensuite sera constitué le gouvernement. Ce gouvernement sera, selon l'expression de M. Pompidou, à l'image de la majorité présidentielle. Donc, tous ceux, tous groupements politiques ou mouvements qui participeront à cette majorité présidentielle pourront aussi compter sur leur présence au gouvernement. Quand ce gouvernement

sera constitué, il se présentera devant l'Assemblée nationale et il engagera son existence sur son programme. Voilà, j'en ai fini avec le premier temps, c'est-à-dire ce qui dépendra de moi. A partir de là, nous entrons dans le deuxième temps, à savoir ce qui dépendra de l'Assemblée nationale. Ou bien l'Assemblée nationale et son actuelle majorité qui sera en place à ce moment-là estimera que les hommes qui s'y trouvent, les partis qui sont représentés, le programme qu'il présente, ce gouvernement, ne sont pas acceptables, et elle le renversera. Et je prends l'engagement de considérer que ce gouvernement devra disparaître, devra être démissionnaire, devra s'incliner devant la volonté des élus du peuple. A partir de là, au sein de cette Assemblée nationale, il leur appartiendra de décider s'il doit y avoir de nouvelles élections. »

M. Mitterrand a précisé ensuite qu'une fois ce nouveau scrutin acquis « il [lui] restera à prendre une décision : c'est-à-dire, à tenir compte scrupuleusement des décisions du suffrage universel et à choisir, cette fois-ci durablement, un chef de gouvernement, à constituer un gouvernement qui épousera les contours de la majorité voulue par le peuple. »

Enfin, le candidat commun de la gauche a évoqué la diplomatie menée par M. Michel Jobert et les déclarations du ministre des affaires étrangères selon lesquelles « on peut arriver parfaitement à bâtir un gouvernement fédéral ou confédéral » (le Monde du 17 avril). Il a déclaré : « Nous avons beaucoup de différences avec la politique gaulliste, nous avons regretté une certaine politique d'absence, d'isolement, nous avons regretté des coups de barre incompréhensibles, et que cette politique puisse sembler résulter davantage d'humeur que de plans préconçus. Cependant sur le plan de l'Europe, je ne peux que me réjouir de voir M. Jobert aller vers l'idée d'une Europe occidentale structurée, organiquement structurée, telle a toujours été ma position, je suis franchement européen. »

A DROITE

M. Jobert ne se contente pas de développer la politique européenne de la droite, il met en cause celle du programme commun de gouvernement de la gauche : « On ne peut, prétend-il, à la fois vouloir l'Europe indépendante et puis jurer que les Etats n'abandonneront aucune prérogative. » Quel étrange raisonnement : le meilleur moyen pour un pays d'être indépendant serait-il donc de renoncer à sa souveraineté, aux attributs de son indépendance, et au profit, en particulier, des capitalistes des pays voisins et des firmes multinationales. Tous ses propos ne font en vérité que montrer combien serait grande pour notre pays la poursuite d'une politique extérieure basée sur l'accentuation de l'intégration européenne et atlantique telle que la prévoient, chacun de leur côté, M. Chaban-Delmas et M. Giscard d'Estaing. »

DU DÉPUTÉ DE LA NIEVRE

La fédération nièvre du parti radical annonce qu'elle soutiendra la candidature de François Mitterrand. La fédération regrette qu'il n'ait pas été élu président du parti radical, n'ait pu se présenter.

D'autre part, M. Leperre, président de la fédération radicale du Pas-de-Calais, qui s'était déjà prononcé contre l'existence du Mouvement républicain et contre une candidature radicale à la présidence de la République, déclare : « Certes, nous ne sommes pas signataires du programme commun, notamment à cause de son fait économique, mais, à ce jour, les premières déclarations de François Mitterrand peuvent être considérées comme étant suffisamment encourageantes pour que nous soutenions sa candidature à la présidence de la République, et ce dès le premier jour. »

« L'HUMANITÉ » : M. Jobert développe la politique européenne de la droite.

Commentant longuement l'interview de M. Michel Jobert, ministre des affaires étrangères, dans le Monde du 17 avril, François Lescure écrit dans l'Humanité :

« (...) M. Jobert ne se contente pas de développer la politique européenne de la droite, il met en cause celle du programme commun de gouvernement de la gauche : « On ne peut, prétend-il, à la fois vouloir l'Europe indépendante et puis jurer que les Etats n'abandonneront aucune prérogative. » Quel étrange raisonnement : le meilleur moyen pour un pays d'être indépendant serait-il donc de renoncer à sa souveraineté, aux attributs de son indépendance, et au profit, en particulier, des capitalistes des pays voisins et des firmes multinationales. »

Tous ses propos ne font en vérité que montrer combien serait grande pour notre pays la poursuite d'une politique extérieure basée sur l'accentuation de l'intégration européenne et atlantique telle que la prévoient, chacun de leur côté, M. Chaban-Delmas et M. Giscard d'Estaing. »

A DROITE

M. Jobert ne se contente pas de développer la politique européenne de la droite, il met en cause celle du programme commun de gouvernement de la gauche : « On ne peut, prétend-il, à la fois vouloir l'Europe indépendante et puis jurer que les Etats n'abandonneront aucune prérogative. » Quel étrange raisonnement : le meilleur moyen pour un pays d'être indépendant serait-il donc de renoncer à sa souveraineté, aux attributs de son indépendance, et au profit, en particulier, des capitalistes des pays voisins et des firmes multinationales. Tous ses propos ne font en vérité que montrer combien serait grande pour notre pays la poursuite d'une politique extérieure basée sur l'accentuation de l'intégration européenne et atlantique telle que la prévoient, chacun de leur côté, M. Chaban-Delmas et M. Giscard d'Estaing. »

Tous les sondages le montrent divisée en deux camps — terminologie de guerre civile — mais dans les esprits. C'est qui revient se rassurer de la mer, vous répondent. Cinq par cinq, et des Etats appareillés, car, chez l'une, la ressemblance entre les programmes des deux l'absence d'un regard la comparaison illusoire. La vraie réponse, en ce qui concerne l'union nationale, réciprocité (ce qui s'agit de l'union), il faut affirmer, qu'il existe au moins deux gènes.

Qu'ils en souffrent ou qu'ils ne souffrent pas, millions de Français, dont les abus et savent et les réformes arrachées une fois par an.

Mais des millions de Français le communisme, à la cratie, ou du christianisme, cela à la fois.

Des millions de Français, espoir que les hommes de quarante ans, la renaissance et ils en rendent grâce à Dieu.

Ils se disent en secret qu'ils ne pourra pas tenir sous pression et technique, au moment d'union nationale, et plus ils peuvent l'être.

Ils se disaient en secret, tielles de 1976, sans artifices, des choses, la scission se pose, socialiste aurait, en nombre, parti communiste, ce qui est de la France. Ils se disaient, mortelle à terme pour lui, foule de militants et d'électeurs tent encore ; ceux qui ne votent et désespèrent ; ceux qui ont l'amour de la liberté, par exemple mais significatif).

« Bien sûr, nous disions, « Avortement libre et gratuit », gogique et irréfléchi. Tel est d'une alliance dangereuse. M. Jobert d'ici les présidentielles nous... »

Or, nous ne les avons vu Mitterrand, doucement, se trouve bien obligé — qui intérieur — d'y faire le faux lui jette la liberté à la tête, à la sienne qu'on s'apprête à dissimuler derrière lui et joue seconds rôles. Ecoutez-le, s'il Sa voix a pris vingt ans et Georges Marchais, c'est Jean Fontaine après l'Evangile de ce sujet.

Quand il ôtera sa peau...

LE MONDE

18 avril 1974 - Page 3

livre 81

FF

2.

